

Favoriser l'autoproduction

ROUSTANG Guy PADES¹

Mon ambition dans cet exposé est de vous persuader que l'autoproduction constitue un champ de recherche et d'action qui devrait devenir important pour les tenants de l'économie solidaire, qu'il y a des travaux universitaires possibles et novateurs sur ce sujet et que les recherches qui pourraient être entreprises devraient être liées à une action. Cet exposé indique ce que fait le PADES pour développer avec méthode l'autoproduction accompagnée qui pourrait être un des leviers de changement pour nous orienter vers d'autres rapports économie – société.

L'autoproduction c'est évidemment tout ce qu'un ménage produit et consomme pour lui-même et qu'il pourrait acheter à l'extérieur. Préparer ses repas au lieu d'aller au restaurant, produire des légumes au lieu de les acheter, réparer son logement au lieu de faire appel à un homme de l'art, s'occuper de ses enfants au lieu de faire appel à une assistante maternelle etc. etc. C'est un travail invisible car réalisé dans la sphère domestique. Pourtant son importance est considérable. D'après l'enquête budget temps de l'INSEE de 1999, le temps total passé au travail domestique non rémunéré est du même ordre de grandeur que le temps de travail total rémunéré. Autrement dit si l'on décidait d'attribuer à ce travail domestique non rémunéré la même valeur monétaire par heure de travail, il faudrait doubler le PIB. Dans leur étude publiée en 1981, A.Chadeau et A.Fouquet² ont estimé que la valeur de la production domestique était de 32% ou de 77% du PIB selon les conventions de calcul. C'est donc d'une importance économique considérable puisque cette production contribue au bien être au même titre que la production réalisée par un travail rémunéré. Et pourtant aucun travail statistique n'est réalisé sur cette face cachée de notre économie. Et ma question est la suivante : l'économie solidaire va-t-elle s'en occuper, convaincue qu'elle devrait être que c'est un des leviers essentiels pour sortir d'un ékonomisme étroit aussi bien sur le plan théorique que pratique. C'est un des moyens privilégiés de réencastrier l'économie.

¹ Programme Autoproduction Développement Social. www.padesautoproduction.net

² Chadeau A. et Fouquet A. Le travail domestique, essai de quantification, Paris INSEE, Archives et documents, 1981.

Comme le rappelle Fabienne Dorson dans sa contribution ³, Karl Polanyi a bien montré comment le principe d'organisation du marché, pour dominer sans partage, doit non seulement adapter les institutions pour qu'elles soient subordonnées aux exigences du marché, mais aussi créer un imaginaire social marchand, faire comme si la terre, le travail, la monnaie étaient des marchandises, c'est-à-dire produites pour la vente sur le marché. Il s'agit d'une fiction bien sûre mais qui est normative. L'une des facettes de cet imaginaire social, qui considère pour rien tout ce qui n'est pas marchandise, c'est l'occultation de l'autoproduction, si importante dans toutes les sociétés traditionnelles, et aujourd'hui encore, dans nos sociétés dites « modernes ». S'efforcer de rendre visible « l'utilité » de l'autoproduction va à l'encontre de la science économique orthodoxe néo-classique qui considère que la preuve de l'utilité ne peut résulter que d'une transaction entre deux personnes. Et pour la comptabilité nationale il n'y a richesse que si un produit est apporté sur le marché et approprié par quelqu'un.

Daniel Cérézuelle et moi-même avons créé le PADES en partageant une critique radicale d'une certaine conception de la croissance et du progrès technique. En 1981 j'avais publié « Le travail autrement » dans lequel je me réclamaient notamment de Louis Dumont, d'Hannah Arendt⁴, de Karl Polanyi⁵, avec une partie intitulée « Réinsérer l'économie dans l'environnement et le tissu social ». Quant à Daniel Cérézuelle philosophe de la technique et sociologue, il s'est posé très tôt la question suivante : comment se pouvait-il que la montée en puissance de l'action technique de l'homme sur le monde aient des effets si manifestement contraires à la raison, voire au bon sens ? Dans un de ses derniers livres il plaidait « Pour un autre développement social ». Ceci pour dire que l'action que nous menons sur un problème spécifique, celui du développement de l'autoproduction accompagnée a pour arrière plan une critique radicale de notre société. Le choix d'un domaine limité nous a semblé un gage d'efficacité. Et nous essayons de ne pas nous laisser enfermer dans une solution marginale qui serait une rustine mais d'en faire plutôt un tremplin pour des changements d'envergure.

Si la reconnaissance de l'importance de l'autoproduction a bien un enjeu scientifique, le PADES s'efforce surtout de relever l'enjeu politique, en étant convaincu que c'est un des moyens de lutter contre l'exclusion et de redonner confiance à des personnes qui se croient

³ Fabienne Dorson. « Qu'apporte la notion d'encastrement, au sens où l'entend K.Polanyi, à la compréhension des thématiques de la décroissance ? »

⁴ J'avais demandé à Raymond Aron s'il envisageait de rééditer « Condition de l'homme moderne » paru dans la collection Liberté de l'Esprit chez Calmann-Lévy pour le rendre plus accessible aux étudiants. Il m'avait répondu que l'éditeur refusait la réédition parce qu'il considérait que le livre ne se vendrait pas...Le livre est paru ensuite en livre de poche avec une préface de P.Ricoeur. H.Arendt était devenue à la mode.

⁵ A cette date « La grande transformation » n'avait pas encore été traduite en français.

incapables. « Ca c'est moi qui l'ai fait » est une des formules emblématiques souvent entendue. Dans quelques années, on pourra dire si le PADES a réussi ou échoué selon qu'il aura réussi ou non à faire du développement de l'autoproduction un des objectifs des politiques économique et sociale.

Favoriser l'autoproduction accompagnée. Le Programme Autoproduction Développement Social (PADES) a donc été créé il y a une bonne dizaine d'années. Nous parlons d'autoproduction accompagnée car l'objectif est de favoriser le développement de certaines activités d'autoproduction pour des personnes qui n'y auraient pas autrement accès. On constate en effet que le plus souvent des personnes en difficulté n'ont pas les moyens ou les savoir faire pour jardiner ou améliorer leurs logements. Une action volontariste doit être menée pour offrir cette possibilité à ceux qui le souhaitent. Créer des jardins dans des quartiers difficiles c'est permettre à des personnes qui en ont envie de cultiver une parcelle de terre, d'y produire des légumes ou des fleurs. L'autoproduction accompagnée renvoie à des activités différentes qui peuvent concerner :

- La nourriture et l'alimentation (jardins, ateliers cuisine)
- Les vêtements et les textiles d'ameublement (ateliers couture, décoration du logement)
- Le mobilier
- Le transport et les déplacements (entretiens de vélos, de mobylettes et de voitures dans des garages coopératifs)
- L'amélioration du logement avec les chantiers d'autoréhabilitation (travaux de second œuvre, d'aménagement et d'entretien locatif).

Pour l'instant le PADES s'est surtout intéressé à trois domaines : les jardins, le logement et les ateliers cuisine.

Ce n'est pas le PADES qui a inventé le nouveau type de jardins familiaux qu'avec d'autres nous cherchons à promouvoir. Ce n'est pas le PADES qui a inventé l'autoréhabilitation des logements. Ce sont des initiatives originales dont nous avons eu connaissance que nous sommes allés observer et analyser dans l'idée de promouvoir leur généralisation. Pour les jardins familiaux comme pour l'autoréhabilitation, il existe des regroupements d'acteurs qui cherchent à les diffuser. L'originalité du PADES est de s'intéresser de manière transversale aux différents domaines d'activité de l'autoproduction. Il s'agit de promouvoir l'autoproduction, de la légitimer en tant qu'outil de développement

social et solidaire. S'intéresser à l'autoproduction accompagnée dans la diversité de ses activités au niveau national, c'est rendre possible une politique ambitieuse de développement qui la fasse sortir de l'ombre, qui lui donne toute sa place à côté de l'emploi rémunéré comme source de bien-être.

Dans la mesure où chaque domaine d'intervention est spécifique, nous sommes amenés à les étudier séparément, quitte à mettre en valeur ultérieurement ce qui leur est commun. Pour donner une idée de notre démarche, je prends l'exemple de l'autoréhabilitation du logement.

L'autoréhabilitation du logement élément de lutte contre le mal logement.

Qu'est-ce que l'autoréhabilitation accompagnée ? De nombreux ménages qui occupent des logements dégradés manquent non seulement de ressources financières mais aussi des savoir-faire pratiques qui permettent d'améliorer le logement et de l'entretenir. Des associations, travaillant en partenariat avec des services sociaux ont expérimenté des démarches d'accompagnement à l'autoréhabilitation du logement. Elles proposent à des familles en difficulté sociale un monitorat technique et social pour réaliser des travaux d'amélioration dans leur propre logement. Selon l'état du logement, le statut d'occupation et les capacités du ménage il peut s'agir de travaux de second œuvre ou de travaux plus légers d'aménagement et d'embellissement.

Une hirondelle ne fait pas le printemps, mais il est heureux de constater que **Le rapport annuel du Conseil d'Etat du 11 juin 2009** intitulé « Droit au Logement, Droit du logement », a entendu les tenants de l'autoréhabilitation accompagnée. Il préconise l'autoréhabilitation accompagnée comme un des remèdes à la pénurie de l'offre de logement. Il est proposé notamment de passer d'une politique du logement à une politique qui prendrait en compte tous les aspects de l'habitat : le savoir-habiter, la gestion urbaine, l'interaction avec le voisinage, l'accompagnement social... Dans cette perspective, il est préconisé de donner toute sa place à l'autoréhabilitation du logement, « formule peu coûteuse pour la collectivité et qui facilite en outre l'insertion sociale et limite le déplacement des habitants en cas d'opération de rénovation urbaine ».

La première étape de notre démarche a consisté pour Daniel Cérézuelle à faire de l'observation participative en allant sur les chantiers et en suivant l'animateur technique qui conseillait les familles et les encourageait à faire le maximum de travaux par elles-mêmes. Des rapports ont été réalisés abordant une très grande diversité de questions : quels types de travaux peuvent être réalisés en autoréhabilitation, comment s'adapter aux capacités des différentes familles, quelles relations convient-il d'établir avec les travailleurs sociaux qui suivent les familles, quelle compétence technique et sociale cela suppose de la part de l'animateur, quel est le coût d'une intervention etc. etc. ? Ce travail permettait déjà d'avoir une assez bonne idée des conditions à remplir pour qu'un chantier soit bénéfique pour la famille.

La deuxième étape a consisté à expérimenter la création de services d'autoréhabilitation accompagnée pour bien savoir à quelles conditions une généralisation serait envisageable. L'idée en est venue de la manière suivante. L'adjointe aux affaires sociales de la ville de Bordeaux était venue témoigner de son expérience pour la création de jardins familiaux lors d'un colloque organisée à Marseille en octobre 2000 sur « Autoproduction et Développement Social ». Durant ce colloque, elle avait entendu parler par les Compagnons Bâisseurs de l'autoréhabilitation des logements et, à la sortie, elle regrettait de ne pas avoir d'opérateurs sur Bordeaux pour mener de telles actions. Le PADES lui a alors proposé de lancer à titre expérimental la création de services d'autoréhabilitation dans quatre villes. Le PADES, avec la collaboration des Compagnons Bâisseurs, a suscité avec succès la création de ces services à Bordeaux, Perpignan, Le Havre et Les Mureaux.

Voilà ce qu'ont ensuite écrit les quatre maires à M. Borloo, alors Ministre de l'Emploi de la cohésion sociale et du logement.

« Des expérimentations en cours depuis trois ans sur des quartiers difficiles de nos villes démontrent amplement que l'accompagnement de ménages en difficulté dans l'autoréhabilitation de leur logement est **un outil efficace pour lutter contre l'exclusion sociale et le mal-logement.**

On sait trop bien que faute d'impliquer les habitants, qui restent dans un statut d'occupants passifs, les actions de remise en état du bâti et du logement ont souvent des effets de courte durée. A l'opposé, fondée sur une démarche participative, l'autoréhabilitation accompagnée est **une démarche d'amélioration du logement qui vise à mettre les ménages occupants au cœur de l'action.** Le fait de donner aux habitants qui le souhaitent la possibilité de définir un projet d'amélioration et de réaliser eux-mêmes tout ou partie des

travaux a **des effets techniques et sociaux très intéressants**. Nous avons pu le vérifier, et nous pouvons à présent affirmer qu'aucune autre démarche d'amélioration du logement ou de rénovation de l'habitat urbain ne permet d'obtenir avec des publics souvent difficiles ces résultats techniques et sociaux ».

Les quatre villes ont reçu en 2006 le premier prix de l'innovation sociale locale de l'Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale. Ce prix a été utilisé pour évaluer l'effet des chantiers d'autoréhabilitation. Un document téléchargeable sur le site du PADES s'intitule : « L'autoréhabilitation accompagnée, une démarche qui coûte mais qui fait faire des économies ». A partir de l'analyse d'une vingtaine de cas, ce document présente les bénéfices que peuvent en tirer les familles, les bailleurs, la collectivité et les institutions publiques. Pour les familles, on constate par exemple que plusieurs placements d'enfants ont pu être évités, que grâce à une nouvelle dynamique familiale enclenchée par l'action, des enfants qui étaient scolarisés de manière très irrégulière ont repris normalement le chemin de l'école, que le besoin d'assistance était réduit ou même enrayé pour certaines familles etc.

Dans les quatre villes les services qui ont fait la preuve de leur utilité, continuent à exister et certains se développent.

Pour inciter à la création de services d'accompagnement à l'autoréhabilitation, nous avons réalisé un document de communication, deux petits films, ainsi qu'un guide très documenté pour ceux qui voudraient prendre des initiatives en la matière en leur indiquant les étapes à respecter, les appuis politiques nécessaires, le type de collaboration à instaurer avec les travailleurs sociaux, les modalités de recrutement, le budget à rassembler etc. Plusieurs colloques ont été organisés dont un avec la Fondation de France à la Cité des Sciences qui a fait salle comble.

Compte tenu de cette réussite incontestable on aurait pu espérer la création de services dans beaucoup de villes. Il n'en est rien et nous sommes amenés à entreprendre une troisième étape.

La troisième étape amène à faire tout un travail de lobbying pour susciter l'intérêt en faveur de l'autoréhabilitation et de l'autoproduction accompagnée en général. Nous voulons collaborer avec un formateur qui mettra au point des outils pédagogiques (DVD, films,

Powerpoint...) et nous souhaiterions développer des formations dans des milieux très divers : les organismes habilités à former les élus, le CNFPT, les écoles de formation pour les agents des collectivités territoriales qui viennent d'être recrutés, les travailleurs sociaux, les étudiants des masters en économie solidaire...

Notre analyse nous amène à considérer que l'élément déclencheur de la création d'un service d'ARA ne peut venir le plus souvent que des élus. L'entrée peut être par le Conseil Général responsable du social, ou par la communauté de commune qui a la responsabilité du logement. Nous allons mettre au point un document de sensibilisation que nous présenterons à des élus et à leurs cadres techniques, pour montrer l'intérêt de cette autoréhabilitation du logement pour les personnes en difficulté, la démarche qui peut être suivie, les coûts à prévoir, les économies à en attendre etc. Nous allons proposer à quelques grandes agglomérations de former une dizaine d'opérateurs en même temps sur leur territoire, c'est-à-dire des animateurs techniques qui pourront chacun accompagner une quinzaine de familles par an. Un programme de 200 logements par an serait emblématique pour une agglomération.

A l'heure actuelle, nous avons pris plus claire conscience qu'un guide pour la création d'un service d'autoréhabilitation accompagnée, aussi didactique et complet soit-il, n'est pas suffisant pour les porteurs de projet et les opérateurs. Il faut le plus souvent assurer également une assistance à maîtrise d'ouvrage auprès des personnes qui ont le désir de créer un service d'autoréhabilitation accompagnée.

Apport de l'autoproduction accompagnée à la lutte contre la précarité énergétique et à la prévention sanitaire.

Le PADES ne se contente pas d'essayer de diffuser le plus largement possible des réalisations qui ont fait leurs preuves, il s'efforce constamment d'approfondir les connaissances dont nous disposons. C'est ainsi que deux recherches sont en cours actuellement en lien avec l'autoréhabilitation des logements.

La première, financée par l'ADEME, s'efforce de calculer quelles économies d'énergie on peut espérer en consacrant 1650 euros de plus à cet effet par chantier. Un architecte thermicien intervient avant le début du chantier pour déterminer avec l'animateur technique quels travaux s'avèrent les plus pertinents pour un logement donné. Il intervient à nouveau,

une fois les travaux terminés, pour mesurer les économies d'énergie réalisées. Cette recherche devra déboucher sur une formation complémentaire des animateurs techniques. Il ne s'agit pas de prétendre en faire des thermiciens mais de les rendre plus compétents sur les économies d'énergie qu'ils pourront ultérieurement réaliser dans leurs futurs chantiers.

Une seconde étude est en cours sur la question autoréhabilitation et santé. Le mal logement a en effet souvent des conséquences sanitaires lourdes, ne serait-ce que les maladies respiratoires dues à l'humidité. Cette nouvelle recherche est menée en collaboration avec un médecin de santé publique sur une quinzaine de chantiers. Il est aussi prévu qu'elle puisse affiner le regard que les animateurs techniques portent sur ces questions afin qu'ils puissent aider et orienter en conséquence les habitants.

Une autre étude est envisagée pour analyser quels sont les habitants qui ont bénéficié d'un accompagnement à l'autoréhabilitation au cours des dernières années. Il nous semble qu'il y a une forte proportion de femmes isolées et nous voudrions comprendre pourquoi. Une hypothèse est avancée : beaucoup des assistantes sociales qui participent au choix des familles qui participeront à l'autoréhabilitation accompagnée s'occupent de l'aide sociale à l'enfance et sont surtout en relation avec les femmes. Il y a donc peut-être là un biais qu'il conviendrait de corriger.

Un début de mise en réseau des acteurs.

Une des faiblesses des réalisations de l'économie solidaire est souvent leur isolement. Ce n'est certes pas toujours le cas, quand on pense par exemple au réseau très structuré des Jardins de Cocagne ou à un certain nombre de réseaux d'acteurs de l'insertion par l'activité économique. Le PADES s'est efforcé de réunir deux fois par an les opérateurs des services d'accompagnement à l'autoréhabilitation en choisissant un thème précis. Une note préparatoire est envoyée à l'avance. Un ou plusieurs exposés introduisent le thème des échanges. Après la réunion une note de synthèse est rédigée et diffusée sur le site du PADES, ce qui assure la formation permanente des opérateurs. Aujourd'hui une bonne vingtaine de notes ont été diffusées.

L'autoproduction accompagnée est un levier de changement d'envergure.

Les difficultés que nous avons rencontrées, et que nous rencontrons encore, sont significatives à cet égard. Nous sommes étrangers au système qui reste dans l'alternative : ou l'on donne un emploi aux gens ou on les assiste financièrement.

Lorsque nous voulions créer le PADES, toujours la question venait : combien allez-vous créer d'emplois ? Nous aurions pu tourner la question et répondre, ce qui est vrai, que bien des personnes, qui ont repris confiance en cultivant leur jardin ou en améliorant leur logement, décident de suivre une formation et de rechercher activement un emploi. De fait l'autoproduction est parfois un tremplin vers l'emploi. Mais nous avons refusé cette position pour que l'on ne juge pas notre action en fonction du nombre d'emplois créés. Nous voulons que les actions d'autoproduction accompagnée soient jugés d'après le genre de critères suivants : le bien-être vécu et ressenti par les gens, l'amélioration ou non de leur mode de vie et de leurs relations sociales. En effet l'autoproduction a valeur en elle-même et non pas principalement comme étape vers l'emploi.

Il est significatif qu'il n'y ait aucun travail statistique récent pour estimer le volume de cette autoproduction. Cela n'intéresse pas, ce qui est caractéristique de l'économisme étroit de notre société. La modernité telle que nous la concevons est liée à la division du travail, à l'échange monétaire. La croissance est assimilée à la variation du PIB, aussi peut-on parler à juste titre de religion du PIB, de sa sacralisation. Le niveau de vie est identifié au montant des revenus monétaires, au volume de la consommation, entendu au sens d'achat sur le marché. Le progrès économique c'est la division du travail, c'est l'augmentation de la productivité du travail. On en est toujours aux idées si remarquablement vulgarisées par Jean Fourastié dans « Le Grand Espoir du Vingtième Siècle ». Il y a autour de ces questions toute une idéologie au sens des idées les mieux partagées qui constituent un socle imaginaire essentiel. Le travail domestique est alors surtout considéré comme repoussoir, comme travail contraint indéfiniment répété et lieu d'enfermement des femmes. La qualité du travail domestique dans cette perspective c'est d'être une réserve d'emplois au fur et à mesure que l'on pourra transférer au marché des activités de production de biens ou de services jusque là réalisées dans le cadre domestique.

L'économie solidaire est-elle un simple palliatif au manque d'emplois ?

A cet égard, le « Manifeste de l'économie solidaire » paru dans le journal Le Monde du 22 septembre 2006, et signé par toute une série de personnalités, prête selon moi à confusion. Il me semble difficile de nier que ce plaidoyer en faveur de l'économie solidaire semble avoir pour principale visée de montrer que l'économie solidaire peut « créer en abondance des emplois non délocalisables, des services utiles à tous et du lien social » comme le souligne le sous-titre de l'article en gros caractères. L'objectif est de « recréer un triangle vertueux entre l'emploi, la cohésion sociale et la démocratie ». Il est aussi indiqué : « Les entreprises solidaires se battent sur le marché, comme les autres, et doivent donc être performantes ». Cela ne laisse guère de place à l'autoproduction accompagnée.

Rien d'étonnant alors à ce que la promotion de l'autoproduction accompagnée ait du mal à obtenir des soutiens, malgré toutes les évaluations réalisées qui prouvent abondamment son utilité et sa capacité de créer du lien social. Voilà quelques éléments que nous versons au débat pour poursuivre les échanges et tenter de clarifier la conception que l'on se fait de l'économie solidaire. Depuis quatre ans au moins, le PADES a cherché à développer l'autoproduction accompagnée à PARIS. Chaque fois encouragé à poursuivre, il a été de service en service sans succès. Nous avons cru que la partie était gagnée lorsque Christian Sautter (adjoint au maire de Paris et signataire du Manifeste), après avoir noté que nous cherchions à « mettre en pratique cette forme de l'économie alternative qu'est l'autoproduction accompagnée », nous signalait en janvier 2007 que « Le Conseil de Paris entend soutenir l'économie solidaire et a voté des crédits non négligeables à cet effet ». En réalité notre demande s'est à nouveau perdue dans les sables de la Direction du Développement Economique et de l'Emploi pour la bonne raison que nous ne mettions pas en avant la création d'emplois.

Les relations entre autoproduction accompagnée et IAE (Insertion par l'activité économique)

Claude Alphanéry, président du Conseil National de l'Insertion par l'Activité Economique, soulignait pour sa part en mai 2007, qu'il est clair, comme l'écrit K.Polanyi que l'autoproduction est une des formes de l'activité économique. Il considérait que,

contrairement à ce que je pouvais penser, le Manifeste « n'exclut en rien l'autoproduction et en fait au contraire un élément préparatoire et complémentaire. Nombre d'ateliers d'insertion ...démarrent dans l'autoproduction qui constitue une passerelle vers des activités orientées progressivement vers l'extérieur et de fait rémunérées ». Mais Claude Alphandéry ne limite pas l'autoproduction accompagnée à cela. Il considère qu'elle est « une face importante » de l'économie solidaire « surtout si elle débouche sur un effort collectif, sur une coopération – par exemple celle des régies de quartier, des jardins partagés, des crèches parentales. Elle s'inscrit alors dans l'économie d'ensemble que l'économie solidaire subvertit progressivement pour en faire une économie plurielle ».

Pour lever toute ambiguïté, il faudrait en effet reconnaître explicitement que l'autoproduction accompagnée n'est pas seulement un tremplin pour l'emploi. Les parcelles individuelles de jardin dans un quartier défavorisé sont utiles pour toutes les catégories sociales et favorisent le brassage des habitants : salariés, chômeurs, retraités, gens d'origine ethniques différentes etc. Nous constatons que beaucoup de personnes ayant autoréhabilité leur logement vivent mieux ensuite ; elles ont repris confiance en elles-mêmes et certaines décident de suivre une formation ou de faire des démarches vers l'emploi. Mais les démarches vers l'emploi ne sont qu'un des multiples effets de l'autoréhabilitation du logement⁶. L'accompagnement à l'autoréhabilitation du logement est valable, je le répète, aussi bien pour des salariés, pour des chômeurs, pour des retraités, pour des femmes seules dont certaines ne sont pas à la recherche d'un emploi.

Le PADES souhaiterait vivement lever une ambiguïté et obtenir que les personnes, qui gèrent les fonds réservés à l'économie solidaire, ne refusent pas d'aider l'autoproduction accompagnée sous prétexte qu'elle n'a pas pour priorité de créer des emplois. Il en va de la conception que l'on se fait de l'économie solidaire : économie balai, roue de secours d'un système économique en difficulté, ou économie qui a l'ambition d'étendre son influence et de contribuer à subvertir l'ensemble de l'économie ?

Il me semble que l'on peut revenir sur le cas des chantiers d'insertion cité par Claude Alphandéry pour lui donner une autre signification. On peut prendre l'exemple d'un chantier insertion couture, qui organise des formations pour une dizaine de femmes, avec comme

⁶ On trouve sur notre site www.padesautoproduction.org des évaluations des multiples effets socio-économiques de l'autoproduction accompagnée.

objectif affiché leur insertion professionnelle. Ce qui justifie les aides publiques. En réalité il est prévu qu'une seule de ces femmes pourra au mieux avoir une activité professionnelle couture. Plutôt que de se cacher derrière son petit doigt, ne faudrait il pas reconnaître que l'intérêt du chantier d'insertion va bien au-delà de l'insertion professionnelle d'une personne ? Et puisqu'il y a beaucoup de femmes (et quelques hommes...) qui souhaitent apprendre à coudre pour elles-mêmes et pour leur famille, ne faut-il pas réorganiser l'activité du chantier pour répondre prioritairement à cette demande ?

Généralement, on ne considère pas que l'autoproduction accompagnée appartienne au secteur de l'insertion par l'activité économique, qui comprend principalement les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les chantiers d'insertion et dont la visée est l'insertion professionnelle. Pourtant, si l'on s'en tient à l'appellation insertion par l'activité économique, on doit reconnaître que l'autoproduction est bien une activité économique, à condition de refuser la limitation abusive de l'économie à l'économie monétaire. Par ailleurs, l'autoproduction accompagnée contribue à l'insertion, comme le prouve toutes les évaluations qui ont été faites⁷.

Des convergences évidentes entre IAE et Autoproduction accompagnée.

Beaucoup d'acteurs de l'IAE refusent d'être évalués sur le seul critère de l'insertion professionnelle ; l'utilité sociale de leur action est beaucoup plus large. L'approche globale des personnes en insertion vise à favoriser l'autonomie et la responsabilité. Il s'agit de prendre en compte les problèmes de logement, de santé, de favoriser le développement personnel et la participation sociale. La visée d'intégration dans l'emploi ne va pas sans prendre en compte des données sociales. De manière symétrique en quelque sorte, l'autoproduction accompagnée qui concerne une activité non rémunérée permet à des personnes de reprendre confiance et, grâce à cela de s'engager dans bien des cas dans une formation professionnelle et dans la recherche d'un emploi. Malgré des points de départ différents il y a convergence. Dans le premier cas pour atteindre l'insertion dans l'emploi il faut prendre en compte des données sociales et dans le deuxième cas la priorité accordée à une activité d'autoproduction peut déboucher sur une insertion professionnelle.

⁷ Voir notamment deux documents sur le site du PADES (www.padesautoproduction.net) : « Les jardins familiaux des Aubiers à Bordeaux » et « L'autoréhabilitation accompagnée, une démarche qui coûte mais qui fait faire des économies ».

L'autoproduction accompagnée, un outil supplémentaire pour l'IAE.

Actuellement les accompagnateurs vers l'emploi, s'ils ont la possibilité de travailler correctement, cherchent à comprendre la situation des personnes qu'ils rencontrent pour les aider à régler leurs difficultés concernant leur logement, leur santé, leur manque de formation etc. L'autoproduction accompagnée pourrait être un moyen supplémentaire d'aider les personnes à la recherche d'un emploi en leur montrant diverses possibilités d'avoir une activité productive. Pour conseiller utilement, il serait évidemment souhaitable de connaître le mode de vie des personnes, leurs savoir-faire etc. Encourager les personnes reçues à pratiquer des activités d'autoproduction, c'est les aider à sortir de leur isolement, les encourager à acquérir de nouvelles compétences, leur permettre d'avoir une activité qui a un sens pour elles-mêmes et leurs proches et qui, à revenu identique, améliore leur niveau de vie.

Quelle contribution possible de l'autoproduction accompagnée et plus généralement de l'autoproduction à un réencastrement de l'économie ?

Il y a plusieurs bonnes raisons de chercher à faire de l'autoproduction accompagnée un outil de développement social. C'est une des formes de lutte contre les inégalités et contre l'exclusion dans la mesure où les personnes en difficulté ont plus de mal que les autres à recourir à l'autoproduction faute de moyens ou de savoir-faire. Accéder à différentes modalités d'autoproduction c'est vivre mieux à niveau de revenu égal. Autre bonne raison de favoriser l'autoproduction accompagnée : les besoins sont considérables. Quand on demande à des personnes en habitat social si cela leur plairait de cultiver un jardin, de quinze à vingt pour cent répondent positivement. Cela fait donc beaucoup de monde. De même il y a des millions de logements en milieu urbain ou en milieu rural susceptibles de donner lieu à une réhabilitation. Quand on mesure la diversité des effets positifs du faire soi-même et son utilité sociale, on est alors convaincu que l'autoproduction qui permet « aux bénéficiaires de devenir acteurs et créateurs... offre des perspectives immenses et à ce jour sous utilisées », comme le déclarait l'adjointe aux affaires sociales de Bordeaux.

L'appui possible de l'économie sociale et solidaire au développement de l'autoproduction accompagnée.

Les tenants de l'économie solidaire, qui se réclament de Karl Polanyi et qui plaident pour un réencastrement de l'économie, ont de bonnes raisons de s'intéresser à l'autoproduction accompagnée. Quand on parle d'autoproduction, il est impossible en effet d'isoler facilement le point de vue économique. Autoproduire c'est produire pour soi, pour sa famille, pour ses voisins, c'est l'occasion de renforcer les relations de proximité, de lutter contre ce que le seul échange monétaire peut avoir de desséchant et d'anonyme.

Le PADES est à l'heure actuelle convaincu que le développement de l'autoproduction accompagnée connaîtrait un grand développement si un certain nombre d'acteurs de l'économie sociale et solidaire s'en emparaient de manière systématique. L'intérêt pour les acteurs de l'IAE a déjà été mentionné. On pourrait en dire autant des centres sociaux dont certains ont déjà des réalisations notamment dans les domaines des jardins, des ateliers cuisine, de la couture, mais il n'y a pas actuellement d'inventaire de ce qui se fait et encore moins de véritable réflexion méthodologique pour apprécier dans quelle mesure il y a cohérence entre les objectifs visés, les publics concernés et les moyens mis en œuvre. Chaque initiative est amenée à réinventer, sans pouvoir bénéficier de l'expérience des autres, aussi le risque est grand de recommencer toujours les mêmes erreurs. Ce qui est vrai des centres sociaux l'est aussi pour beaucoup d'associations et pour bien des acteurs du secteur plus caritatif (Secours populaire, Secours Catholique etc.).

Il est probable que la crise actuelle, que la montée du chômage et de l'exclusion vont inciter un certain nombre d'élus locaux et de décideurs à comprendre l'intérêt de favoriser l'autoproduction accompagnée. On fait état actuellement d'un développement des jardins potagers aux Etats-Unis, qui n'est pas seulement dû à l'engouement de Michelle Obama pour cultiver un jardin à la Maison Blanche avec les enfants d'écoles voisines, car c'est une forme de résistance à la crise. De même on constate actuellement en France de nombreuses initiatives de création de jardins. Il serait regrettable cependant de ne faire du développement des jardins qu'un pis aller. Il est souhaitable de montrer que le faire soi-même peut venir contrebalancer ce que la dépendance à l'égard de la consommation peut avoir d'excessif.

Pour réfléchir plus avant dans la perspective de l'économie plurielle et donner à l'avenir toute sa place à l'économie non monétaire, des études mériteraient d'être menées sur les échanges entre économie monétaire et non monétaire. Bien sûr, dans une société à dominante paysanne la part de l'autoproduction était beaucoup plus importante qu'aujourd'hui, mais les

évolutions sont complexes et loin d'être unilatérales. Les ménages disposent aujourd'hui d'équipements qui leur permettent de produire eux-mêmes des biens et des services. Ils peuvent arbitrer bien souvent entre différentes solutions dans un très grand nombre de domaines (aller au cinéma ou regarder un film chez eux, produire ou non une partie de ses légumes, bricoler ou recourir à un artisan...). Analyser les évolutions passées et en cours, en fonction des évolutions technologiques, des classes sociales, des revenus, des savoir-faire, des types d'habitat et de bien d'autres facteurs encore, constitue un champ de recherche peu exploré. Mieux connaître la situation actuelle, s'interroger sur les marges de liberté dont on dispose, sur l'empreinte écologique des différentes solutions, sur la signification anthropologique du faire soi-même ou de l'achat sur un marché, voilà qui pourrait aider à préparer un autre avenir.

Redonner toutes ses lettres de noblesse à l'autoproduction suppose de contrer la science économique orthodoxe et son imaginaire social. En effet reconnaître l'apport de l'autoproduction au bien-être c'est remédier à une conception indigente de la richesse et de l'utilité. Cela suppose aussi de banaliser des réalisations de qualité dans les différents domaines de l'autoproduction accompagnée. Cela ne pourra se faire qu'en faisant évoluer les mentalités, les critères d'appréciation de nos performances économiques et sociales ainsi que les fonctionnements institutionnels. L'économie solidaire, en faisant du développement de l'autoproduction un de ses objectifs, montrerait qu'elle ne se contente pas de jouer les pompiers d'un système économique en grande difficulté, car elle a pour ambition de favoriser la transition vers de nouveaux rapports économie-société.

Bibliographie.

Arendt, H., Condition de l'homme moderne, Paris, Calmann-Levy, 1961 et 1983

Cérézuelle, Daniel, Pour un autre développement social, Paris, Desclée de Brouwer, 1996

Cérézuelle, D., Autoproduction et développement social, revue Hermès n°36, Paris, CNRS 2003

Cérézuelle, D. Les jardins familiaux, lieux d'initiation à la civilité, revue Communication n° 74, 2003

Cérézuelle, D., Roustang G. Autoproduction accompagnée, levier de changement. Paris, Erès, à paraître 2010.

Degenne, A. et alii : La production domestique atténue-t-elle la pauvreté ? Economie et Statistique N° 308-309-310, 1997.

Dumont L, Homo aequalis – Genèse et épanouissement de l'idéologie économique, Paris, Editions Galimard, 1977.

Gershuny, J, Changing Times : Work and Leisure in post-industrial societies, Oxford University Press 2000

Polanyi, K., La grande transformation, Paris, Editions Gallimard, 1983

Polanyi, K., Essais, Paris, Seuil, 2002

Roustang, G., Le travail autrement, Paris, Dunod, 1982

Roustang, G., Démocratie : le risque du marché, Paris, Desclée de Brouwer, 2002

Roustang, G. Centralité de l'économie monétaire ou économie plurielle, in Economie non monétaire, politiques d'insertion et lien social, Univ. Neuchâtel – UNESCO 2000.